



INTERDICTION D'ACCÈS

27 rue de la Carterie
Appartement 006
à Nantes

MESURES DE POLICE

La Maire de la Ville de Nantes,

Vu les articles L 2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant les constatations faites le 17 juin 2023, par un agent du Service Risques et Crises de la Ville de Nantes, des conséquences de l'incendie qui s'est produit le 16 août 2023, ayant affecté l'appartement 006 de l'immeuble situé 27 rue de la Carterie à Nantes,

Considérant la destruction complète de l'appartement 006,

Considérant de ce fait, le risque pour la sécurité publique,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de la Ville,

ARRÊTE

Article 1 - A compter de ce jour et jusqu'à l'achèvement des mesures propres à garantir la sécurité des occupants, lesquelles devront être attestées par un homme de l'art, **l'accès à l'appartement 006 de l'immeuble sis 27 rue de la carterie à Nantes, est interdit.**

Article 2 - Par dérogation à l'article 1er du présent arrêté, l'accès à l'appartement susvisée est autorisé à tous professionnels experts, équipés de protection individuelle, mandatés par les parties intéressées

Article 3 - Le présent arrêté sera notifié au syndic de copropriété et à l'usufruitier (Groupe Cif), lequel se chargera d'afficher le présent arrêté sur place.

Article 4 - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Nantes, le 18/08/2023

Pascal BOLO

L'Adjoint délégué,
Pour Madame la Maire

Pour Madame la Maire, l'Adjoint Délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, qui a été transmis en préfecture le 18/08/2023

Le destinataire de cet acte administratif, qui désire contester la décision, peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de celle-ci. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité municipale vaut rejet implicite.

Tout document émanant ou traité par la Mairie de Nantes fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de la Mairie de Nantes et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous disposez d'un droit d'interrogation d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant, qui s'exercent par courrier postal à l'attention de la Direction risques et protection des populations de Nantes Métropole/Ville de Nantes, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 44094 Nantes cedex 1 accompagné d'une copie d'un titre d'identité.

Accusé de réception en préfecture
044-244400404-20230818-2023SRC34-AR
Date de télétransmission : 18/08/2023
Date de réception préfecture : 18/08/2023

2023SRC34